

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173
N° 146

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Mahana 10 nō Titema 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

| | Pages |
|---|-------|
| Arrêté n° 2261 CM du 2 décembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la SARL 'Arioi Experience pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française | 23191 |
| Arrêté n° 2266 CM du 3 décembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Central Olympic pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024 | 23198 |
| Arrêté n° 2267 CM du 3 décembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Atelier Tahiti Docs pour financer son projet de réalisation d'un clip vidéo de prévention du suicide au titre de l'exercice 2024 | 23204 |

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

| | |
|--|-------|
| Arrêté n° 2741 PR du 2 décembre 2024 portant classement par étoiles de l'établissement Kia Ora Resort and Spa | 23206 |
| Arrêté n° 2742 PR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de la licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Bucephalus LTD pour le navire à voile (Diana) | 23207 |
| Arrêté n° 2743 PR du 2 décembre 2024 accordant le versement de la contribution volontaire de la Polynésie française au secrétariat général du Forum des îles du Pacifique pour le financement du programme « Office of the Pacific Ocean Commissionner » (OPOC) pour l'exercice 2024 | 23208 |
| Arrêté n° 2744 PR du 2 décembre 2024 attribuant une dérogation à l'heure limite de fermeture du débit de boissons dénommé « Le Perchoir » exploité par la SARL Luxyfood représentée par M. Kaiva FLOSSE | 23209 |
| Arrêté n° 2745 PR du 2 décembre 2024 portant attribution de la licence d'agence de voyages à la SARL Jema Consulting, enseigne commerciale Manaventura Tahiti | 23210 |
| Arrêté n° 2746 PR du 2 décembre 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Gilbert, Tihoe MARAETAATA dans le cadre d'un partage amiable | 23211 |
| Arrêté n° 2792 PR du 10 décembre 2024 portant délégation de pouvoir au ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies | 23213 |

Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle

Arrêté n° 12157 MFT/DGRH du 2 décembre 2024 portant modification de l'article 1er de l'arrêté n° 2677 MFT/DGRH du 11 mars 2024 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de pompier d'aérodromes qualifié du cadre d'emplois des pompiers d'aérodromes de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2022 **23214**

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 12096 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 37 d'une superficie de 0,51 ha dépendant du lotissement agricole Taipivai, sis à Taipivai, commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des îles Marquises, au profit de M. Elia, Stusi TEIHOTU **23215**

Arrêté n° 12101 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 29 d'une superficie de 0,95 ha dépendant du lotissement agricole Terre Déserte, sis à Hatiheu, commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des îles Marquises, au profit de Mme Simone, Sébastienne FALCHETTO épouse TAMARII **23217**

Arrêté n° 12102 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 14 d'une superficie de 1,75 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de M. Gilbert, Isaia VAEA **23219**

Arrêté n° 12103 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 15 d'une superficie de 3,21 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de M. Gilbert, Isaia VAEA **23221**

Arrêté n° 12116 MPR du 2 décembre 2024 portant attribution d'une aide financière (DAI), en faveur du développement du secteur de la pêche à M. Manutahi SANDFORD **23223**

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 2261 CM du 2 décembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la SARL 'Arioi Experience pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française

NOR : ART24202882AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement présentée par la SARL 'Arioi Experience en date du 7 février 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative de l'artisanat traditionnel en date du 22 octobre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP) en faveur de la SARL 'Arioi Experience pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96505, article 657 4, centre de travail 825-F, exercice 2024, code tiers 639206.

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le payeur de la Polynésie française.

Art. 3. — Le montant total de la subvention de fonctionnement sera versé sur le compte bancaire du bénéficiaire cité à l'article 1er selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;

- le solde de 40 %, soit 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP), sur justification d'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i dans un délai de six mois à compter de la date du versement du solde de la subvention, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention de fonctionnement auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, une convention avec l'organisme subventionné définit ses obligations et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

Art. 7. — La convention avec l'organisme subventionné qui définit ses obligations et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu figurant en annexe 1, est approuvée.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII



G O U V E R N E M E N T D E L A
P O L Y N É S I E F R A N Ç A I S E

CONVENTION N°

/ MJP du

(ART24202882AC 10)

définissant les obligations de la SARL 'Arioi Experience et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;
- Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;
- Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;
- Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes et son arrêté d'application n° 2116 CM du 16 novembre 2017 ;
- Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française et son arrêté d'application n° 648 CM du 5 mai 2022 ;
- Vu la demande de subvention de fonctionnement présentée par SARL 'Arioi Experience en date du 7 février 2024 pour l'exercice 2024 ;
- Vu l'avis de la commission consultative de l'artisanat traditionnel en date du 22 octobre 2024 ;
- Vu l'arrêté n° CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la SARL 'Arioi Experience pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel,

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte du Service de l'artisanat traditionnel de la Polynésie française, représentée par la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, Madame Nahema TEMARII, ci-après désignée,

d'une part,

ET :

La SARL 'Arioi Experience, n° TAHITI C69248, PK 33,900 côté montagne, Papara, représentée par sa gérante Madame Hinatea COLOMBANI, ci-après désignée « le bénéficiaire »

d'autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

Le secteur de l'artisanat traditionnel se distingue par sa richesse et la variété de ses expressions, mais aussi par l'étendue de ses pratiques tant sur le plan technique que géographique. Présent dans tous les archipels polynésiens, il s'exprime au travers d'une pluralité de techniques, de matières, de créations et de parcours. Intimement lié au lieu, tant pour les savoir-faire que pour les matières premières, il permet de préserver et diffuser des savoirs ancestraux, des gestes millénaires, tout en intégrant les expressions modernes de la créations contemporaine.

De nombreuses structures contribuent à sa transmission et à son rayonnement en Polynésie française et en dehors de nos frontières. Cette démarche se traduit par la création de projets variés, la participation à des événements d'envergure, qui permettent de mieux faire connaître nos spécificités et le caractère unique de la création artisanale polynésienne. À terme, ils renforcent la notion d'identité polynésienne au travers de notre patrimoine et de ses expressions.

Il revient à la Ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance en charge de l'artisanat, de soutenir et d'accompagner les démarches menées dans le cadre de ces projets en leur garantissant un financement défini selon des critères objectifs et équitables.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations de la SARL 'Arioi Experience et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française.

Cette convention porte sur la mise en place et l'organisation du mini festival Ta'upiti 'Arioi 2024.

Dans la limite des crédits disponibles ainsi que des quotas prévus pour ces aides et dans les conditions définies par la présente convention, la Polynésie française consent au bénéficiaire, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 000 000 F CFP (un-million francs CFP), soit environ 12,75 % du budget global de l'évènement.

Article 2. - Obligations du bénéficiaire de la subvention

À l'exclusion de toutes autres dépenses, le bénéficiaire est tenu d'affecter la subvention octroyée à la couverture intégrale ou partielle des dépenses liées à la mise en place du projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française, tel que défini dans le formulaire de demande de subvention déposé en date du 7 février 2024.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au service de l'artisanat traditionnel - *Te Pū 'ohipa rima* dans un délai d'un an à compter de la réalisation de l'évènement :

- Un bilan de l'action réalisée ;
- Un bilan qualitatif de celle-ci.

Article 3. - Objectifs à atteindre et principes à respecter

Le bénéficiaire s'engage à œuvrer dans le respect de ses obligations statutaires pour atteindre les objectifs suivants, notamment dans le cadre de la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française :

- 80 % à 100 % des exposants doivent relever du secteur et des activités de l'artisanat traditionnel - *Te Pū 'ohipa rimaʻi* ;

- Dans les cas de ventes de produits, les fiches de ventes doivent être remplies correctement et transmises au Service de l'artisanat traditionnel - *Te Pū 'ohipa rimaʻi* au fur et à mesure de l'événement, les dernières étant remises au plus tard la semaine suivant la fin de l'événement. Elles mentionnent : le nom de l'association/l'artisan, la date, les produits vendus ainsi que leur prix, les matières premières utilisées et l'origine du client.

Article 4. - Mention et reconnaissance

La Polynésie française contribuant financièrement à l'organisation de l'événement, le bénéficiaire s'engage à faire figurer sur l'ensemble de ses supports promotionnels écrits s'il y en a, le soutien du ministère en charge de l'artisanat et du service de l'artisanat traditionnel - *Te Pū 'ohipa rimaʻi*, au travers de l'affichage des deux logos.

Lors de diverses manifestations et remise des prix, cette contribution devra également être citée face au public et auprès des médias.

Article 5. - Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur le compte :

- Domiciliation : Banque SOCREDO
- Intitulé du compte : ARIOI EXPERIENCE
- Code établissement : [REDACTED]
- Code guichet : [REDACTED]
- N° de compte : [REDACTED]
- Clé RIB : [REDACTED]

Le paiement a lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2024
- Mission : 965
- Programme : 96505
- Article : 657-4
- Centre de Travail : 825-F

Article 7. - Modalités des versements de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte du bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP), à compter de la date de signature de la présente convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP), sur justification d'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Le bénéficiaire s'engage à produire auprès du Service de l'artisanat traditionnel - *Te Pū 'ohipa rima'i* dans un délai de six mois à compter de la date du versement du solde de la subvention, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Article 8. - Élection de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

- Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, bâtiment administratif A2 (4^e étage), rue du commandant Destremau, Papeete, Tahiti ;
- et le bénéficiaire en sa demeure habituelle.

Article 9. - Clause pénale

À défaut de présentation des justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, il sera établi à l'encontre du bénéficiaire un ordre de recette pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Article 10. - Litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'application de la présente convention et après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, *etc.*), les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete.

Article 11. - Nombres d'exemplaires et enregistrement

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux et est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à _____, le

Fait à _____, le

Pour 'Arioi Experience
la gérante ¹

Pour la Polynésie française
la ministre
des sports,
de la jeunesse,
de la prévention
contre la délinquance,
en charge de l'artisanat

Hinatea COLOMBANI

Nahema TEMARII

Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature

Arrêté n° 2266 CM du 3 décembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Central Olympic pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024*NOR : SJS24203441AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association sportive Central Olympic en date du 1er octobre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association sportive Central Olympic pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) à l'exercice 2024, programme 97106, article 6574 et centre de travail 8241-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;

- le solde de 50 %, soit 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Art. 4. — L'association sportive Central Olympic s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard 3 mois à compter du terme de l'année civile pour laquelle la subvention de fonctionnement a été octroyée.

Art. 5. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association sportive Central Olympic pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association sportive Central Olympic et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 décembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

**CONVENTION N°****/ MJP du**

(SJS24203441AC-2)

relative aux objectifs et obligations de l'association sportive Central Olympic pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;
- Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction de la jeunesse et des sports" ;
- Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Central Olympic, pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024,

ENTRE :

Pour la Polynésie française, représentée par la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, Madame Nahema TEMARII,

d'une part,**ET :**

L'association sportive Central Olympic, RUE DES POILUS TAHITIENS - PAPEETE, représentée par sa présidente, Madame Jacqueline MU YU

d'autre part,**ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :**

*L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.
Ainsi, il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un*

financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.

Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis de la commission du Sport en Polynésie française a été mise en place.

Outre les membres de droit, la commission est composée à parité de représentants de la Polynésie française et de représentants du mouvement sportif (cf. arrêté n° 337 PR du 22 mai 2020).

Cette commission s'est réunie en séance plénière le 21 mai 2024, afin de statuer sur les dossiers des fédérations sportives.

La commission du Sport a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque fédération, sur la base des critères relatifs : à la gestion administrative d'une structure fédérale ayant une activité régulière et reconnue par le pays, au développement de la pratique sportive en fonction du nombre de licenciés, des catégories engagées et de la présence sportive dans les archipels, à la mise en place d'actions de formation en faveur des cadres et des dirigeants, au développement de la pratique de haut niveau, au projet de soutien à l'emploi sportif correspondant aux cadres administratifs et techniques, au développement d'actions en faveur de personnes en situation d'handicap, à l'accompagnement éducatif et aux actions en direction des jeunes scolarisés, à la participation au fonctionnement des sections sportives dans certains établissements scolaires, et enfin à l'inscription de leur(s) discipline(s) sportive(s) aux Jeux du Pacifique.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association sportive Central Olympic résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Parmi les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de ses activités générales pour l'exercice 2024, sont liées à cette convention les actions suivantes :

Les objectifs à atteindre par l'association, au titre de ses activités générales pour l'exercice 2024, sont notamment en lien avec les orientations prioritaires fixées par la note d'orientation 2024, à savoir :

- contribuer au développement des activités physiques et sportives en favorisant l'accès pour tous ;
- contribuer à la structuration et la professionnalisation du secteur ;
- soutenir et structurer le sport de haut niveau.

Article 3. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière au ministère en charge des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi n° 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur, etc.).

Article 4. - Coût

L'association est attributaire pour l'année 2024 d'une subvention de fonctionnement d'un montant de **300 000 F CFP (trois-cent-mille)**.

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{ère} fraction de 50%, soit **150 000 F CFP (cent-cinquante-mille)**, à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50%, soit **150 000 F CFP (cent-cinquante-mille)**, sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

- Pour un montant de **300 000 F CFP (trois-cent-mille)** à l'exercice 2024, programme 97106, article 6574 et centre de travail 8241-F.

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par l'association, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, l'association est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à _____, le _____

Fait à _____, le _____

Pour l'association,
la présidente ¹

Pour la Polynésie française
La ministre
des sports,
de la jeunesse,
de la prévention
contre la délinquance,
en charge de l'artisanat,

Jacqueline MU YU

Nahema TEMARII

¹ Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature

Arrêté n° 2267 CM du 3 décembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Atelier Tahiti Docs pour financer son projet de réalisation d'un clip vidéo de prévention du suicide au titre de l'exercice 2024

NOR : DSP24202659AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-67 APF du 14 décembre 2023 relative aux budgets des comptes d'affectation spéciale pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'aide financière présentée par Atelier Tahiti Docs en date du 28 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Atelier Tahiti Docs pour financer son projet de réalisation d'un clip vidéo de prévention du suicide au titre de l'exercice 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable aux budgets des comptes spéciaux de la Polynésie française : programme 970 02, article 657, centre de travail 80001-F, budget FPSS (Fonds de prévention sanitaire et sociale).

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de l'association Atelier Tahiti Docs, selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs), au plus tôt à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs), sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation de la première tranche perçue et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Atelier Tahiti Docs s'engage à fournir un état récapitulatif des dépenses réalisées accompagné des factures acquittées dans le cadre de l'activité visée à l'article 1er afin d'attester de l'utilisation conforme de l'avance dans un délai de 6 mois à compter de son versement.

L'association Atelier Tahiti Docs s'engage à fournir un état récapitulatif des dépenses réalisées accompagné des factures acquittées attestant de l'utilisation conforme de la totalité de la subvention dans un délai de 6 mois à compter du versement du solde.

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de produire les pièces justificatives requises avant la date butoir fixée au 31 décembre 2024. En conséquence, aucune pièce justificative datée postérieurement à la date limite ne sera acceptée.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Atelier Tahiti Docs et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 décembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**PRÉSIDENCE****Arrêté n° 2741 PR du 2 décembre 2024 portant classement par étoiles de l'établissement Kia Ora Resort and Spa***NOR : SDT24516756AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1491 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par étoiles des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie hôtels de tourisme international et les modalités d'instruction de la demande ;

Vu la demande de renouvellement de classement de la société SAS Kia Ora Rangiroa du 11 janvier 2024 et le récépissé de dossier complet en date du 23 janvier 2024 ;

Vu le rapport de visite n° 2074-A/PR/SDT du 18 octobre 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Kia Ora Resort and Spa situé au village de Ohotu à Avatoru à Rangiroa est classé en :

- catégorie : hôtel de tourisme international ;
- classement : 4 étoiles ;
- capacité réceptive : 58 unités, 122 personnes.

Art. 2. — Le classement est prononcé pour une durée de cinq (5) ans à compter du présent arrêté, sous réserve de procéder aux mesures correctives nécessaires à la validation définitive du critère n° 3 « les façades des constructions sont propres et en bon état » et du critère n° 102 « Existence d'une piscine propre et en bon état » dans un délai d'une année.

Art. 3. — Dans le cas où les mesures correctives nécessaires à la levée de la réserve émise à l'article précédent ne sont pas réalisées dans le délai requis, il sera fait application des sanctions prévues en cas de non-respect des obligations applicables en matière de classement.

Art. 4. — L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement touristiques classés tenu par le service du tourisme pendant la période de validité de son classement.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 2742 PR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de la licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Bucephalus LTD pour le navire à voile (Diana)

NOR : SDT24516769AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 879 PR du 4 juin 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Bucephalus LTD pour le navire à voile (Diana) ;

Vu la demande de renouvellement de licence formulée le 24 octobre 2024 par l'agence maritime Tahiti Super Yacht Support, représentant la société Bucephalus LTD ;

Vu l'avis favorable n° 188-2024 du 25 novembre 2024 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé, au profit de la société Bucephalus LTD, le renouvellement de la licence de navigation charter « grande plaisance » du navire à voile (Diana).

Art. 2. — La présente autorisation est consentie pour une période de six (6) mois et est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée.

Art. 3. — Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 4. — Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à voile (Diana) est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 5. — Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 2743 PR du 2 décembre 2024 accordant le versement de la contribution volontaire de la Polynésie française au secrétariat général du Forum des îles du Pacifique pour le financement du programme « Office of the Pacific Ocean Commissioner » (OPOC) pour l'exercice 2024

NOR : SRI24516824AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 514 PR du 14 juin 2023 portant modification de l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2020-27 du 17 septembre 2020 portant modification de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 26 octobre 2018 modifié portant établissement de la liste des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu le statut de membre de la Polynésie française au Forum des îles du Pacifique accordé lors du 47e sommet en septembre 2016 ;

Vu la délibération n° 2017-72 APF du 17 août 2017 portant autorisation d'adhésion de la Polynésie française à l'accord établissant le secrétariat du Forum des îles du Pacifique du 30 octobre 2000 et à l'accord établissant le forum des îles du Pacifique du 27 octobre 2005 ;

Vu l'intérêt du pays à participer au programme « Office of the Pacific Ocean Commissioner » du secrétariat général du Forum des îles du Pacifique dans le cadre de sa politique d'intégration régionale,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le versement de la somme de 180 000 FJD soit (cent-quatre-vingt-mille dollars fidjiens) soit 8 950 589 F CFP (huit-millions-neuf-cent-cinquante-mille-cinq-cent-quatre-vingt-neuf francs CFP) au budget du secrétariat général du Forum des îles du Pacifique au titre de la contribution volontaire de la Polynésie française pour le financement du programme « Office of the Pacific Ocean Commissioner » pour l'exercice 2024.

Art. 2. — Cette contribution sera versé au compte du secrétariat général du Forum des îles du Pacifique, dans les livres de la ANZ Bank, Victoria Parade Suva/Fidji.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 96006, centre de travail 6170-F, article 6562 « Participation à la coopération régionale », exercice 2024.

Art. 4. — La déléguée aux affaires internationales, européennes et du Pacifique est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 2744 PR du 2 décembre 2024 attribuant une dérogation à l'heure limite de fermeture du débit de boissons dénommé « Le Perchoir » exploité par la SARL Luxyfood représentée par M. Kaiva FLOSSE

NOR : DAE24508757AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu le code des débits de boissons ;

Vu l'arrêté n° 135 CM du 16 février 2022 modifié fixant les heures d'ouverture des débits de boissons ;

Vu la charte de bonne conduite des discothèques du 1er juin 2012 ;

Vu l'engagement de M. Kaiva FLOSSE, co-gérant de la SARL Luxyfood exploitant la discothèque « Le Perchoir », de respecter la charte de bonne conduite des discothèques en date du 1er juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 120-6-II de l'arrêté susvisé, l'heure de fermeture de l'établissement dénommé « Le Perchoir », exploité par la SARL Luxyfood, sis à Papeete, Piazza Tiare, local n° 40, centre Vaima, est fixée, à titre dérogatoire, à 5 h 30 du matin tous les jours. À compter de 4 h du matin, la vente des boissons des 2e, 3e et 4e groupes est formellement interdite.

Art. 2. — Il peut être mis fin à tout moment à la présente dérogation en cas de non-respect des engagements pris au titre de la charte de bonne conduite des discothèques.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 2745 PR du 2 décembre 2024 portant attribution de la licence d'agence de voyages à la SARL Jema Consulting, enseigne commerciale Manaventura Tahiti

NOR : SDT24516578AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1988 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions ;

Vu l'arrêté n° 80 CM du 28 janvier 1988 fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 en matière de détermination de la caution et de la mise en œuvre de la garantie financière ;

Vu la demande de l'agence de voyages Manaventura Tahiti en date du 6 octobre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une licence d'agence de voyages, ou licence A, est délivrée à Jema Consulting, enseigne commerciale Manaventura Tahiti, RCS 21398 B, n° TAHITI E 53866, désignant Mme Jessica SORIN, porteuse de la licence d'agence de voyages (licence A), dont le siège social est situé résidence Bourne 23, BP 330 665, 98711 Paea.

Art. 2. — La licence est délivrée sous réserve que soient fournis le document justificatif de la garantie financière définie à l'article 12 de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 susvisée et l'attestation d'assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle prévue à l'article 14 de ladite délibération ainsi qu'une copie certifiée conforme d'un titre de propriété ou de location relatif à un local à usage commercial approprié. Faute de production de ces documents dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'autorisation est caduque de plein droit.

Art. 3. — L'arrêté n° 443 PR du 18 mai 2022 modifié portant attribution de la licence d'agence de voyages à l'EURL Manadva, enseigne commerciale Camping adventure est abrogé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 2746 PR du 2 décembre 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Gilbert, Tihoe MARAETAATA dans le cadre d'un partage amiable

NOR : DAF24506649AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de M. Gilbert, Tihoe MARAETAATA réceptionnée à la direction des affaires foncières le 13 mars 2023 ;

Vu la lettre de consultation n° 21365 VP DAF SIAD du 22 novembre 2023 ;

Vu l'offre transmise par le cabinet de géomètre Enata Topo en date de 12 novembre 2024 ;

Vu le tableau de dépouillement du 18 mars 2024 ;

Vu l'attestation et les états des frais transmis par l'office notarial Clémencet - Pinna - Mou-Hing en date du 25 mai 2023,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre d'un partage amiable, une aide financière d'un montant total de 4 719 380 F CFP (quatre-millions-sept-cent-dix-neuf-mille-trois-cent-quatre-vingts francs CFP) est accordée à M. Gilbert Tihoe MARAETAATA pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de : 2 289 380 F CFP (deux-millions-deux-cent-quatre-vingt-neuf-mille-trois-cent-quatre-vingts francs CFP) ;
- frais de notaire à hauteur de : 2 430 000 F CFP (deux-millions-quatre-cent-trente-mille francs CFP).

Art. 2. — Les biens concernés par la sortie de l'indivision immobilière sont les terres suivantes :

sises commune de Papeete, île de Tahiti :

- Airau-Mamao/lot 3 - lots 4 et 5, cadastrée section CM n° 13 d'une superficie de 317 m² ;
- Airau-Mamao/lot 3 - lots 2 et 3, cadastrée section CM n° 14 d'une superficie de 204 m² ;
- Airau-Mamao/lot 3 (partie), cadastrée section CM n° 16 d'une superficie de 156 m² ; sises commune de Fatu Hiva, île de Fatu Hiva :
- Keke - Hiea - Kavahi, cadastrée section A n° 8 d'une superficie de 5 130 m² ;
- Taufeoo, cadastrée section A n° 290 d'une superficie de 8 940 m² ;
- vallées Teahuava - Papaoa, cadastrée :

section A n° 260 d'une superficie de 45 200 m² ;

section A n° 261 d'une superficie de 746 680 m² ;

- Vaihinano, cadastrée section A n° 108 d'une superficie de 378 m² ;
- Faeputaua, cadastrée section A n° 202 d'une superficie de 1 551 m² ;
- Tepua, cadastrée section A n° 187 d'une superficie de 92 000 m².

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre Enata Topo à hauteur de 2 289 380 F CFP (deux-millions-deux-cent-quatre-vingt-neuf-mille-trois-cent-quatre-vingts francs CFP) pour l'établissement du plan de partage, du document d'arpentage, du complément cadastral et de la mise en place des limites, conformément à l'offre du 12 novembre 2024 retenue par la direction des affaires foncières et jointe au dossier de demande d'aide.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 12 (douze) mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre Enata Topo devra adresser à la direction des affaires foncières, une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage, une copie du complément cadastral ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents par le notaire en charge du dossier.

Art. 4. — S'agissant des frais de notaire, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'office notarial Clémencet - Pinna - Mou-Hing à hauteur de 2 430 000 F CFP (deux-millions-quatre-cent-trente-mille francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations désignées dans l'attestation et des états des frais en date du 22 mai 2023 joints au dossier de demande.

Les factures devront être adressées directement à la direction des affaires foncières par l'office notarial Clémencet - Pinna - Mou-Hing accompagnées d'une copie authentique des actes réalisés.

Art. 5. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification* ».

Art. 6. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide* ».

Art. 7. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : CT 774-F, mission 976, programme 97603, article 651 « Aides à la personne ».

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire, au cabinet de géomètre Enata Topo, à l'office notarial Clémencet - Pinna - Mou-Hing et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 2792 PR du 10 décembre 2024 portant délégation de pouvoir au ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de pouvoir est donnée au ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, à l'effet de conclure et de signer la convention afférente à la décision attributive de subvention de fonctionnement en faveur de l'Office des postes et télécommunications (OPT) pour l'exercice 2024.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

**MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION, DU
DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Arrêté n° 12157 MFT/DGRH du 2 décembre 2024 portant modification de l'article 1er de l'arrêté n° 2677 MFT/DGRH du 11 mars 2024 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de pompier d'aérodromes qualifié du cadre d'emplois des pompiers d'aérodromes de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2022

NOR : DRH24513052AM

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 9160 MFT/DGRH du 21 septembre 2023 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de pompier d'aérodromes qualifié du cadre d'emplois des pompiers d'aérodromes de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2022,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 2677 MFT/DGRH du 11 mars 2024 est ainsi rédigé :

« Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

« - Mme Tehani SUHAS, représentant la directrice générale des ressources humaines, président(e) ;

« - Mme Hinanui MARIASSOUCÉ, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;

« - M. Marangai MOEROA, directeur de l'aviation civile ;

« - M. Raimana TARUOURA, personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le recrutement ».

Art. 2. — L'arrêté n° 8556 MFT/DGRH du 16 septembre 2024, portant modification de l'article 1er de l'arrêté n° 2677 MFT/DGRH du 11 mars 2024 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de pompier d'aérodromes qualifié du cadre d'emplois des pompiers d'aérodromes de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2022, est retiré.

Art. 3. — La directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Pour la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, et par délégation : pour la directrice générale des ressources humaines,
Johanna CROS FROGIER

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE
L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté n° 12096 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 37 d'une superficie de 0,51 ha dépendant du lotissement agricole Taipivai, sis à Taipivai, commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des îles Marquises, au profit de M. Elia, Stusi TEIHOTU

NOR : SDR24516651AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP.28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1216 CM du 16 novembre 1989 portant affectation au service de l'économie rurale d'un terrain, sis à Taipivai (Nuku Hiva) ;

Vu l'arrêté n° 971 CM du 30 septembre 1994 autorisant l'affectation d'une parcelle supplémentaire du domaine territorial dénommé Baie du contrôleur (ex-Bambridge), sis à Taipivai (Nuku Hiva), d'une superficie de 80 ha environ, au profit du service de l'économie rurale ;

Vu l'arrêté n° 8881 MAA du 5 décembre 2011 modifié portant affectation de plusieurs parcelles dépendant de la terre dénommée Baie du contrôleur, cadastrée commune de Nuku Hiva, section de commune de Taipivai, section n° AA, AB et AC, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 880 CM du 17 juin 2010 modifié approuvant le nouveau cahier des charges du lotissement agricole Taipivai, sis à Taipivai, commune de Nuku Hiva ;

Vu l'arrêté n° 3815 MDA du 12 mai 2015 autorisant la location du lot n° 37 d'une superficie de 0,51 ha dépendant du lotissement agricole Taipivai, sis à Taipivai, commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des îles Marquises, au profit de M. Elia, Stusi TEIHOTU ;

Vu le bail conclu le 1er juillet 2015 entre M. Elia, Stusi TEIHOTU et la Polynésie française, enregistré le 16 juillet 2015 ;

Vu la demande de renouvellement de location de M. Elia, Stusi TEIHOTU en date du 14 février 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Nuku Hiva en date du 10 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le renouvellement, à des fins agricoles, de la location du lot n° 37 d'une superficie de 0,51 ha, dépendant du lotissement agricole Taipivai, sis à Taipivai, commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des îles Marquises, au profit de M. Elia, Stusi TEIHOTU.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter du 1er juillet 2024 pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 10 200 F CFP (dix-mille-deux-cents francs CFP), soit 20 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 34 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée susvisée, la période d'occupation comprise entre le contrat échu et le nouveau contrat donne lieu au paiement d'une indemnité égale au montant du loyer qui aurait été dû au titre du contrat échu, *prorata temporis*.

Ainsi, le loyer annuel fixé dans le précédent bail en date du 1er juillet 2015 s'élevant également à la somme de 10 200 F CFP (dix-mille-deux-cents francs CFP) compte tenu de l'absence d'évolution des tarifs sur la période concernée, c'est sur cette base que sera calculée l'indemnité ayant vocation à couvrir toute la durée de l'occupation hors bail, soit du 1er juillet 2024 jusqu'à la veille de la signature du nouveau bail.

Cette indemnité est prévue par les termes du nouveau contrat de bail et est payable à la signature de celui-ci.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Elia, Stusi TEIHOTU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 12101 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 29 d'une superficie de 0,95 ha dépendant du lotissement agricole Terre Déserte, sis à Hatiheu, commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des îles Marquises, au profit de Mme Simone, Sébastienne FALCHETTO épouse TAMARII

NOR : SDR2451662AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1215 CM du 16 novembre 1989 autorisant l'affectation de deux parcelles des terres domaniales Atahi 1 et 2 (Terre Déserte), sises à Hatiheu (Nuku Hiva), n° 705 et n° 706, au profit du service de l'économie rurale ;

Vu l'arrêté n° 881 CM du 17 juin 2010 modifié approuvant le nouveau cahier des charges du lotissement agricole Terre Déserte, sis à Hatiheu, commune de Nuku Hiva ;

Vu l'arrêté n° 9718 MLV du 6 novembre 2014 autorisant la location du lot n° 29 d'une superficie de 0,95 ha dépendant du lotissement agricole Terre Déserte, sis à Hatiheu, commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des îles Marquises, au profit de Mme Simone, Sébastienne FALCHETTO épouse TAMARII ;

Vu le bail conclu le 1er février 2015 entre Mme Simone, Sébastienne FALCHETTO épouse TAMARII et la Polynésie française ;

Vu la demande de renouvellement de location de Mme Simone, Sébastienne FALCHETTO épouse TAMARII en date du 16 février 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Nuku Hiva en date du 19 février 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le renouvellement, à des fins agricoles, de la location du lot n° 29 d'une superficie de 0,95 ha, dépendant du lotissement agricole Terre Déserte, sis à Hatiheu, commune de Nuku Hiva, île de Nuku Hiva, archipel des îles Marquises, au profit de Mme Simone, Sébastienne FALCHETTO épouse TAMARII.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter du terme du bail du 1er février 2015 pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 9 500 F CFP (neuf-mille-cinq-cents francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Simone, Sébastienne FALCHETTO épouse TAMARII et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 12102 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 14 d'une superficie de 1,75 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de M. Gilbert, Isaia VAEA

NOR : SDR24516444AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP.28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8835 VP du 13 septembre 2023 portant transfert de gestion du domaine 'Ōpūnohu, sis commune de Mo'orea-Mai'ao, commune associée de Papetō'ai, au profit de la direction de l'agriculture, et abrogeant l'arrêté n° 8893 MAA du 5 décembre 2011 modifié portant affectation du domaine 'Ōpūnohu, cadastré commune de Mo'orea-Mai'ao, section de commune de Papetō'ai, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 469 CM du 28 mars 2019 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Mai'ao ;

Vu l'arrêté n° 7079 MAE du 10 octobre 2011 autorisant la location du lot n° 14 d'une superficie de 1,75 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Mai'ao, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de M. Gilbert, Isaia VAEA ;

Vu le bail conclu le 4 mars 2011 entre M. Gilbert, Isaia VAEA et la Polynésie française, enregistré le 3 janvier 2012 ;

Vu la demande de renouvellement de location de M. Gilbert, Isaia VAEA ;

Vu la sollicitation de l'avis du maire de Mo'orea-Maia'o ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le renouvellement, à des fins agricoles, de la location du lot n° 14 d'une superficie de 1,75 ha, dépendant du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de M. Gilbert, Isaia VAEA.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter du 4 mars 2020 pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 47 250 F CFP (quarante-sept-mille-deux-cent-cinquante francs CFP), soit 27 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 34 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée susvisée, la période d'occupation comprise entre le contrat échu et le nouveau contrat donne lieu au paiement d'une indemnité égale au montant du loyer qui aurait été dû au titre du contrat échu, *prorata temporis*.

Ainsi, le loyer annuel fixé dans le précédent bail en date du 4 mars 2011 s'élevant également à la somme de 47 250 F CFP (quarante-sept-mille-deux-cent-cinquante francs CFP) compte tenu de l'absence d'évolution des tarifs sur la période concernée, c'est sur cette base que sera calculée l'indemnité ayant vocation à couvrir toute la durée de l'occupation hors bail, soit du 4 mars 2020 jusqu'à la veille de la signature du nouveau bail.

Cette indemnité est prévue par les termes du nouveau contrat de bail et est payable à la signature de celui-ci.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gilbert, Isaia VAEA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 12103 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 15 d'une superficie de 3,21 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de M. Gilbert, Isaia VAEA

NOR : SDR24516445AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8835 VP du 13 septembre 2023 portant transfert de gestion du domaine 'Ōpūnohu, sis commune de Mo'orea-Mai'ao, commune associée de Papetō'ai, au profit de la direction de l'agriculture, et abrogeant l'arrêté n° 8893 MAA du 5 décembre 2011 modifié portant affectation du domaine 'Ōpūnohu, cadastré commune de Mo'orea-Mai'ao, section de commune de Papetō'ai, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 469 CM du 28 mars 2019 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Mai'ao ;

Vu l'arrêté n° 1608 CM du 24 octobre 2011 autorisant la location du lot n° 15 d'une superficie de 3,21 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Mai'ao, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de M. Gilbert, Isaia VAEA ;

Vu le bail conclu le 4 mars 2011 entre M. Gilbert, Isaia VAEA et la Polynésie française, enregistré le 3 janvier 2012 ;

Vu la demande de renouvellement de location de M. Gilbert, Isaia VAEA ;

Vu la sollicitation de l'avis du maire de Mo'orea-Maia'o ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le renouvellement, à des fins agricoles, de la location du lot n° 15 d'une superficie de 3,21 ha, dépendant du lotissement agricole 'Ōpūnohu, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de M. Gilbert, Isaia VAEA.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter du 4 mars 2020 pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 86 670 F CFP (quatre-vingt-six-mille-six-cent-soixante-dix francs CFP), soit 27 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 34 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée susvisée, la période d'occupation comprise entre le contrat échu et le nouveau contrat donne lieu au paiement d'une indemnité égale au montant du loyer qui aurait été dû au titre du contrat échu, *prorata temporis*.

Ainsi, le loyer annuel fixé dans le précédent bail en date du 4 mars 2011 s'élevant également à la somme de 86 670 F CFP (quatre-vingt-six-mille-six-cent-soixante-dix francs CFP) compte tenu de l'absence d'évolution des tarifs sur la période concernée, c'est sur cette base que sera calculée l'indemnité ayant vocation à couvrir toute la durée de l'occupation hors bail, soit du 4 mars 2020 jusqu'à la veille de la signature du nouveau bail.

Cette indemnité est prévue par les termes du nouveau contrat de bail et est payable à la signature de celui-ci.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gilbert, Isaia VAEA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 12116 MPR du 2 décembre 2024 portant attribution d'une aide financière (DAI), en faveur du développement du secteur de la pêche à M. Manutahi SANDFORD

NOR : DRM24515662AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-27 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la pêche ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2023 ;

Vu l'arrêté n° 1928 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-27 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la pêche ;

Vu la demande d'aide présentée par M. Manutahi SANDFORD, reçue le 9 octobre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière à l'investissement d'un montant de 953 758 F CFP (neuf-cent-cinquante-trois-mille-sept-cent-cinquante-huit francs CFP) en faveur de M. Manutahi SANDFORD destinée à financer l'acquisition d'une embase neuve, pour remplacer l'embase défectueuse reliée au moteur du poti marara dénommé (Oronoarii), PY 3989, dont le coût total est estimé à 1 192 198 F CFP (un-million-cent-quatre-vingt-douze-mille-cent-quatre-vingt-dix-huit francs CFP) .

Art. 2. — Compte tenu des taux d'aide et des plafonds définis à l'article 7 de l'arrêté n° 1928 CM du 30 octobre 2017 modifié susvisé, le montant de la participation du pays s'élève à 80 % du coût final de l'opération d'investissement sans pouvoir excéder le montant plafond de 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP).

Art. 3. — Dans le cas où le montant de l'opération réalisée est inférieur au montant prévisionnel ayant servi au calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir du montant réel.

En cas de trop-perçu, M. Manutahi SANDFORD se verra réclamer son remboursement par l'administration.

Dans le cas où le montant de l'opération réalisée en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi au calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 4. — L'aide définie à l'article 1er du présent arrêté sera versée sur le compte de M. Manutahi SANDFORD et s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première avance de 50 % à compter de la date de la notification de l'aide ;
- un deuxième versement de 40 %, sur présentation des justificatifs d'acquittement attestant de l'utilisation de l'avance de 50 % ;
- le solde, sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) de l'opération visée à l'article 1er du présent arrêté et d'une attestation de fin de réalisation du projet délivrée par le prestataire ou le fournisseur, après validation par la direction des ressources marines.

Art. 5. — M. Manutahi SANDFORD s'engage à verser sa quote-part pour le financement global de l'investissement aidé défini à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 6. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 905, AP 120.2024, AE 162.2024, article 204.

Art. 7. — En application de l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2017-27 du 9 octobre 2017 susvisée, à compter de la date de notification du présent arrêté, l'aide accordée au titre du présent arrêté est réputée caduque dans les cas suivants :

- absence de commencement de mise en œuvre de l'opération aidée dans un délai de six (6) mois.

Ce délai peut être porté à douze (12) mois sur demande écrite et motivée transmise à la direction des ressources marines avant l'expiration du délai de caducité et dix-huit (18) mois dans le cas des projets faisant appel au dispositif national d'incitation fiscale aux investissements outre-mer ;

- et/ou absence d'achèvement dans un délai de deux (2) ans.

Ce délai peut être porté à trois (3) ans sur demande écrite et motivée transmise à la direction des ressources marines avant l'expiration du délai de caducité ou dans le cas des projets faisant appel au dispositif national d'incitation fiscale aux investissements outre-mer.

Art. 8. — Conformément à l'article LP. 13 de la loi du pays susvisée, un ordre de recettes peut être établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation préalable et écrite ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par cet arrêté ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements, souscrits par le bénéficiaire et mentionnés dans cet arrêté.

Art. 9. — Au terme de la réalisation effective du projet, M. Manutahi SANDFORD s'engage pour une durée de cinq (5) ans à :

- ne pas vendre et détourner l'usage du matériel, objet du projet financé ;
- laisser le libre accès aux agents de la direction des ressources marines pour assurer le suivi et le contrôle de l'utilisation de l'aide attribuée durant ;
- fournir à la direction des ressources marines les données statistiques mensuelles et autres pièces justificatives nécessaires au contrôle de son activité de pêche.

Art. 10. — En application de l'article 7 de l'arrêté n° 1928 CM du 30 octobre 2017 modifié susvisé, M. Manutahi SANDFORD ne peut, dans les trois (3) ans qui suivent l'attribution de l'aide financière au titre du présent arrêté, solliciter une aide de même nature.

Art. 11. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Manutahi SANDFORD et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI